

# La croissance américaine ou la main de l'État

## Du même auteur

Sûreté de fonctionnement des systèmes industriels  
Fiabilité, facteurs humains, informatisation  
*Eyrolles, 1988*

Réenchâter le monde  
Pour de nouveaux choix politiques contre le tout-économique  
(avec Didier Willame)  
*Éditions du Félin, 1997*

La Divergence économique États-Unis-Europe  
*Economica, 2004*

ALAIN VILLEMEUR

La croissance  
américaine  
ou la main de l'État

ÉDITIONS DU SEUIL  
27, rue Jacob, Paris VI<sup>e</sup>

« ÉCONOMIE HUMAINE »

Par « Économie humaine », nous entendons exprimer l'adhésion à une finalité et à une méthode. La seule finalité légitime de l'économie est le bien-être des hommes, à commencer par celui des plus démunis. Et, par bien-être, il faut entendre la satisfaction de *tous les besoins* des hommes ; pas seulement ceux que comblent les consommations marchandes, mais aussi l'ensemble des aspirations qui échappent à toute évaluation monétaire : la dignité, la paix, la sécurité, la liberté, l'éducation, la santé, le loisir, la qualité de l'environnement, le bien-être des générations futures, etc.

Corollaires de cette finalité, les méthodes de l'économie humaine ne peuvent que s'écarter de l'économisme et du scientisme de l'économie mathématique néoclassique qui a joué un rôle central au XX<sup>e</sup> siècle. L'économie humaine est l'économie d'un *homme complet* (dont l'individu maximisateur de valeurs marchandes sous contrainte n'est qu'une caricature), d'un homme qui inscrit son action dans le temps (et donc l'histoire), sur un territoire, dans un environnement familial, social, culturel et politique ; l'économie d'un homme animé par des valeurs et qui ne résout pas tout par le calcul ou l'échange, mais aussi par l'habitude, le don, la coopération, les règles morales, les conventions sociales, le droit, les institutions politiques, etc.

L'économie humaine est donc une économie historique, politique, sociale et écologique. Elle ne dédaigne pas l'usage des mathématiques comme un langage utile à la rigueur d'un raisonnement, mais refuse de cantonner son discours aux seuls cas où ce langage est possible. Au lieu d'évacuer la complexité des sociétés humaines (qui ne se met pas toujours en équations), l'économie humaine s'efforce de tenir un discours rigoureux intégrant la complexité, elle préfère la pertinence à la formalisation, elle revendique le statut de *science humaine*, parmi les autres sciences humaines, et tourne le dos à la prétention stérile d'énoncer des lois de la nature à l'instar des sciences physiques.

Le projet de l'économie humaine est un projet ancien, tant il est vrai que nombre des fondateurs de la science économique ont pensé celle-ci comme une science historique, une science sociale, une science morale ou encore psychologique. Mais ce projet est aussi un projet contemporain qui constitue le dénominateur commun de bien des approches (post-keynésiens, institutionnalistes, régulation, socioéconomie, etc.) et de nombreuses recherches (en économie du développement, de l'environnement, de la santé, des institutions ; en économie sociale, etc.).

Nous nous proposons d'accueillir ici les essais, les travaux théoriques ou descriptifs de tous ceux qui, économistes ou non, partagent cette ambition d'une économie vraiment utile à l'homme.

Jacques Généreux

ISBN 978-2-02-091479-6

© ÉDITIONS DU SEUIL, JANVIER 2007

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

*À Danièle Van-De-Velde et à Marie-Dominique  
qui ont eu le grand mérite de taper ces pages*

*Aux premiers lecteurs,  
Françoise et Paul Grolleau et Didier Williame,  
dont les exigences de forme et de fond  
ont grandement contribué à améliorer cet ouvrage*



## Introduction

En ce début de nouveau siècle, l'économie américaine affiche un insolent dynamisme après un effondrement boursier (2000-2001) digne de celui de la grande crise de 1929. Pendant ce temps, la France et l'Europe sont à la traîne avec une croissance deux fois plus faible ! Un tel différentiel de croissance est une première depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais tous les autres fondamentaux (emploi, productivité, etc.) sont à l'unisson et ce depuis le début des années 1990, cette décennie de rêve pour les États-Unis ! Sur l'autre rive de l'Atlantique, le quasi-plein emploi et une productivité en hausse devraient rendre l'Américain deux fois plus riche que le Français ou l'Européen d'ici trente ans, alors que le chômage de masse et la stagnation du pouvoir d'achat sont le lot de la France et d'une partie majeure de l'Europe.

À l'heure de la mondialisation et de la liberté des échanges, de telles différences de performances dans la durée constituent une véritable interrogation. Les dirigeants européens voient dans le succès américain la victoire indiscutable du libéralisme, plus précisément du néolibéralisme, sa forme actuelle accouchée dans la foulée de la crise du pétrole et de l'inflation des années 1970.

Ce nouveau libéralisme a alors prôné l'État minimal, le tout marché, les vertus de la concurrence pure et parfaite, la flexibilité à outrance et l'indépendance de la banque

centrale. L'Amérique est censée être une économie libérale exemplaire ; le dynamisme économique et le plein emploi en seraient les récompenses.

Il vaut donc la peine de s'appesantir sur cette conception du tout marché et de sa « main invisible » canalisant tous les égoïsmes vers le bonheur économique, conception qui imprègne tant les esprits des dirigeants européens et qui les inspire, aussi bien dans leurs politiques nationales que dans la construction de l'Europe.

Je soutiens que cette vision angélique et naïve d'un libéralisme américain proche de la perfection ne résiste pas à un examen détaillé des politiques économiques des États-Unis et que la réalité concrète est à mille lieues de ce conte.

Il est urgent de lever le voile qui nous masque complètement les véritables ressorts du dynamisme américain. La surprise est au rendez-vous !

Les faits mettent en évidence la main visible... d'un État omniprésent et patriotique qui compense les nombreuses défaillances du tout marché. Ainsi, on est aux antipodes d'un État minimal adepte du « laisser-faire » et Keynes est toujours la référence sous-jacente de la politique américaine, à l'image de la dernière relance budgétaire, sans équivalent dans une Europe bridée par le Pacte de stabilité et de croissance.

On conviendra que ce diagnostic est d'importance pour une France et une Europe à la recherche d'un second souffle. Car, si cette conception du libéralisme contemporain n'est qu'un masque aux États-Unis, alors que c'est une réalité économique déployée en Europe, ne tiendrait-on pas là une source majeure de la divergence économique entre les États-Unis et l'Europe ?

Cet ouvrage se propose de démasquer la véritable politique économique américaine et de dévoiler la vérité sur les



## INTRODUCTION

moteurs de la croissance et de l'emploi. Un changement de paradigme est au bout du chemin et les Européens seraient bien inspirés de l'adopter.



## Chapitre 1

---

# Dynamisme américain, langueur européenne : l'énigme !

Depuis le début du siècle, l'économie française stagne alors que le monde entier n'a jamais connu un tel développement économique et que les États-Unis poursuivent imperturbablement leur forte croissance.

Mais les autres fondamentaux sont aussi dans le rouge : plus de 2 millions de chômeurs, un pouvoir d'achat en berne, un endettement record. Une maigre consolation : l'Europe, plus précisément la zone euro, connaît le même marasme !

Et pourtant, la construction de l'Europe, le marché unique et l'euro devaient dynamiser l'Europe, réduire le chômage et faire croître le pouvoir d'achat. Ces promesses ont été renouvelées à chaque étape de la construction européenne, aussi bien par la Commission européenne que par les dirigeants européens. Et, au début du siècle, l'Europe a cru à un retour de l'histoire en sa faveur, suite à l'effondrement boursier lié à la « nouvelle économie » américaine. Autrement dit, elle pensait que le nouveau siècle serait européen, les États-Unis étant victimes de tous leurs excès.

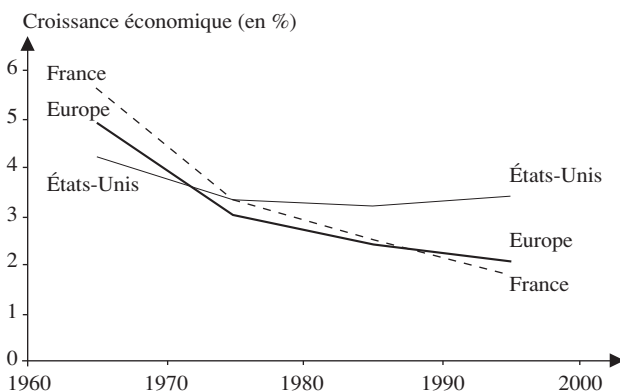
Désormais les Français et les Européens ont pris conscience de leur « déclin », tout particulièrement par rapport aux États-Unis. Mais où se situent réellement ces échecs et comment les comprendre ?

Leur ampleur invite à s'interroger sur le visage du libéralisme aux États-Unis et en Europe, depuis le virage pris lors des dernières décennies.

## Croissance forte contre croissance déclinante

Prenons le temps d'examiner les grandes tendances de la croissance depuis la dernière décennie de rêve de la France et de l'Europe, en l'occurrence la décennie 1960 ! La figure 1 donne les évolutions de la croissance pour la France, l'Europe et les États-Unis<sup>1</sup>, décennie par décennie, et saisit les grandes tendances de fond sans se perdre dans les irrégularités annuelles.

**Figure 1. L'évolution de la croissance économique**



1. La comparaison Europe-États-Unis est d'autant plus intéressante que ces deux économies ont des richesses comparables ; les PIB étaient respectivement de 8 525 (Europe à 15) et de 9 545 milliards de dollars en 2000. Cependant, l'Europe compte 380 millions d'habitants, les États-Unis, 280 millions d'habitants.

La France et les principaux pays européens connaissent, après la Seconde Guerre mondiale, une période faste, dénommée avec raison « les Trente Glorieuses »<sup>2</sup>, qui s'étend de 1945 jusqu'au choc pétrolier de 1973. Dopées par la reconstruction d'après guerre, ces économies poursuivent sur leur lancée, pendant presque trente ans, sans accident macroéconomique majeur. Leurs performances nous font désormais rêver !

Quasiment pas de chômeurs tandis que le pouvoir d'achat progresse très rapidement, les ménages s'enrichissant de manière exceptionnelle à l'échelle de l'histoire économique. Les consommateurs achètent, sans réticence, les nombreux biens matériels produits par une industrie de plus en plus performante : citons pêle-mêle voiture, réfrigérateur, machine à laver, télévision, etc.

La décennie 1960 signe la fin de cette période exceptionnelle pour les économies européennes mais aussi pour les États-Unis. L'Europe<sup>3</sup> croît alors à un rythme annuel moyen de 5 à 6 %, les États-Unis seulement de 4 %. Le niveau de vie européen se rapproche continûment de celui des États-Unis et déjà on imagine l'Europe rattrapant les États-Unis, puis les dépassant.

« Nous sommes tous keynésiens maintenant », déclarait le président Richard Nixon en 1971. Car ce succès était unanimement reconnu comme celui de John Maynard Keynes<sup>4</sup>, cet économiste anglais qui le premier préconisa la

2. Fourastié J. (1979), *Les Trente Glorieuses*, Fayard.

3. Par commodité de langage, sans précision contraire, l'Europe désigne l'ensemble des 15 économies européennes constituant l'Union européenne en 2003.

4. Keynes J.M. (1936), *General Theory*, Londres, Macmillan. Traduction française : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, « Bibliothèque scientifique », 1993.

nécessaire intervention de l'État dans l'économie pour assurer la croissance et le plein emploi. Et en Europe tous les dirigeants auraient souscrit une telle déclaration.

La décennie 1970 est une décennie de crise liée au premier choc pétrolier de 1973, le prix du pétrole ayant triplé en quelques mois. Le choc macroéconomique est considérable sur toutes les économies développées : l'inflation s'emballe et la croissance ralentit brutalement. Au début, ces évolutions ne surprennent pas les économistes et, fidèles aux principes keynésiens, les gouvernements occidentaux relancent, d'une part, la consommation par la hausse des salaires et, d'autre part, l'investissement public.

Première surprise : les remèdes, qui avaient si bien marché durant les Trente Glorieuses, ne parviennent pas à arrêter la chute de la croissance. Pis, ils paraissent même l'accélérer tout en aggravant l'inflation ! La décennie 1970 est une décennie de remise en cause profonde et brutale des politiques keynésiennes sur lesquelles le monde occidental avait fondé une prospérité sans équivalent.

Naît alors une nouvelle conception du libéralisme dénommée le « néolibéralisme ». Prônant tout particulièrement l'État minimal (autrement dit le « laisser-faire »), la libre circulation des capitaux, le monétarisme (par exemple, l'indépendance des banques centrales), la flexibilité du marché du travail et la déréglementation, elle influencera considérablement l'histoire des décennies suivantes. L'histoire a retenu le nom de Milton Friedman, le chef de file du monétarisme. Mais ce courant libéral se démarque des grands fondateurs du libéralisme comme Adam Smith par un anti-étatisme radical ! L'État est le mal absolu, sur le plan économique, et cette idée s'est tellement répandue qu'elle continue à nous influencer quotidiennement...

Au final, durant cette décennie de crise, les croissances moyennes des États-Unis et de l'Europe sont alors du même ordre de grandeur ; mais la chute est limitée pour les États-Unis, déjà impressionnante pour la France et l'Europe.

Deuxième surprise : la décennie 1980 voit le ralentissement se prolonger en Europe alors qu'il est arrêté aux États-Unis. C'est l'époque du libéralisme triomphant de Ronald Reagan, le nouveau président américain élu en 1980. Est alors mise en œuvre une nouvelle politique s'inspirant du néolibéralisme et accompagnée de dérèglementations et de démantèlements des services publics dans les télécommunications. Les références keynésiennes sont officiellement abandonnées, mais le doute est permis quand Ronald Reagan, pour financer sa fameuse guerre des étoiles, utilise les déficits budgétaires à un niveau inégalé, recette keynésienne par excellence !

En parallèle, les économies européennes stagnent autour des années 1980. De 1986 à 1990, la croissance ne revient que tirée par le reste du monde. L'optimisme européen renaît et on se prend à espérer un retour des Trente Glorieuses et un rattrapage des États-Unis.

Hélas, les années 1990 voit encore le différentiel de croissance s'aggraver, car les États-Unis connaissent alors « la glorieuse décennie », la période de croissance (1992 à 2001) la plus longue depuis quasiment deux siècles. Les cinq dernières années retiennent tout particulièrement l'attention avec leur croissance annuelle de plus de 4 % ; elles sont tellement exceptionnelles et atypiques que l'on parle de nouvelle économie ! Le débat fait rage parmi les économistes sur la réalité d'une nouvelle économie tirée par les nouvelles technologies de l'information et de la

communication (TIC)<sup>5</sup> comme le réseau Internet, tant le dynamisme économique, la vitalité entrepreneuriale et le développement technologique impressionnent, en même temps que la hausse du pouvoir d'achat et l'envolée boursière.

Nombre d'économistes se ridiculisèrent en pronostiquant régulièrement la fin du cycle de croissance pour l'année suivante. Mais les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel et les pessimistes finissent par avoir raison ! La période s'achève en 2001 dans un krach digne de celui de 1929.

Pour l'Europe, il faudra attendre 1996 pour un véritable redémarrage économique, annonciateur d'une croissance forte durant les années suivantes. Mais finalement le différentiel de croissance s'est encore aggravé avec les États-Unis durant toute la décennie.

En définitive, la France et l'Europe n'en finissent plus, depuis trente ans, de voir leur croissance tendancielle décroître, comme si elles avaient perdu le secret de la croissance des Trente Glorieuses et de son rattrapage de l'économie dominante.

Les grandes économies allemande, anglaise ou italienne échapperaient-elles dans une certaine mesure à ce constat ? Là non plus il n'en est rien ! Le déclin en Allemagne et en Italie est quasiment identique à celui de la France. Quant à l'Angleterre, elle ne connaît, sur les années 1980-2000, qu'une croissance à peine supérieure à celle de l'Europe. Le libéralisme extrême mis en œuvre par Margaret Thatcher à partir de 1979 n'a pas permis à l'Angleterre de prendre une trajectoire similaire à celle des États-Unis. Le rêve de Margaret Thatcher d'emboîter le pas américain

5. De façon habituelle, cette dénomination regroupe les matériels informatiques, les matériels de communication et les logiciels.



pour la croissance et la création d'emplois ne s'est pas du tout concrétisé. Cela ne peut que susciter une première interrogation sur la réelle efficacité de ce libéralisme, interrogation sur laquelle on reviendra bien sûr.

Les principales économies européennes déclinent donc en phase, prouvant ainsi l'existence d'une véritable identité européenne. Pendant ces décennies, la construction de l'Europe s'est poursuivie avec l'objectif du marché unique qui devait doper toutes les économies, selon les dirigeants européens ! La déception n'en est que plus grande...

À l'évidence, les politiques de droite ou de gauche, les politiques infléchies par l'ultralibéralisme ou le socialisme n'ont pas modifié la trajectoire moyenne des grandes économies, comme si ces politiques n'agissaient pas sur les vrais leviers de la croissance !

### **La création massive d'emplois... ou d'exclus**

Sur le front de l'emploi, le contraste entre les deux rives de l'Atlantique est encore amplifié. En 2000, le quasi-plein emploi règne aux États-Unis tandis que le chômage reste massif en France et en Europe. Oublié le chômage moindre en France et en Europe durant les Trente Glorieuses, les 2 % de taux de chômage paraissant désormais inaccessibles !

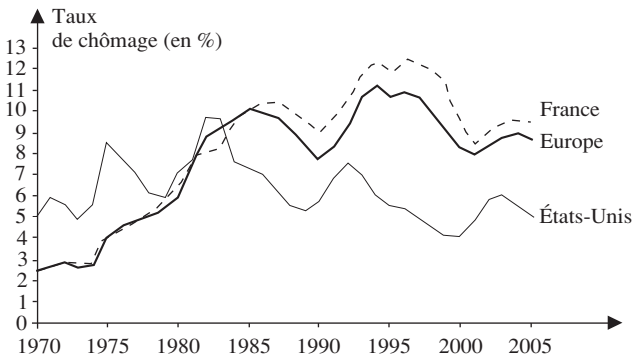
La figure 2 montre la croissance du chômage depuis la décennie de crise 1970. Mais là aussi le comportement entre les deux rives de l'Atlantique diffère à partir des années 1980. La croissance fait reculer le chômage, très largement aux États-Unis, insuffisamment en Europe.

Tout le monde sait que le taux de chômage est un indicateur qui peut être manipulé, un indicateur dont la baisse

peut être due, par exemple, au découragement de demandeurs d'emploi ou à la mise en invalidité de travailleurs. Un autre indicateur, qui ne présente pas tous ces défauts, réside dans la croissance de l'emploi, c'est-à-dire dans la création nette d'emplois<sup>6</sup>. Il faudra se souvenir qu'un taux de chômage qui baisse, sans qu'il y ait une véritable croissance de l'emploi, est *a priori* suspect.

Côté États-Unis, pas de vrai problème, car les créations nettes d'emplois sont très nombreuses. Sur la période 1980-2000, les différences sont ahurissantes ! Jugeons-en : les États-Unis créent environ 40 millions d'emplois (créations nettes), tandis que la population active croît d'autant, pendant que l'Europe n'en crée que 10 millions, très insuffisants face aux 20 millions de jeunes arrivés sur le marché du travail.

**Figure 2. L'évolution du taux de chômage**



6. Autrement dit, la différence entre les créations et les suppressions d'emplois.

La « machine américaine à créer de l'emploi » mérite son nom ! Bien sûr, certains de ces emplois ont donné naissance aux « travailleurs pauvres<sup>7</sup> », dont le sort s'améliore peu au cours du temps ; malheureusement l'Europe non plus n'en est pas exempte. Il est généralement estimé que les deux tiers des emplois créés aux États-Unis sont de qualité (avec, par exemple, une rémunération supérieure à la moyenne), ce qui laisse appréciable la performance de la « machine américaine ».

La France et l'Europe ont continué à créer des emplois pendant ces deux décennies, ce qui prouve indéniablement un certain dynamisme économique. Mais ces créations sont bien insuffisantes, compte tenu de l'arrivée massive des jeunes générations nées durant les Trente Glorieuses. Ainsi, contrairement à une idée reçue, le chômage européen n'est pas dû à une réduction du nombre d'emplois qui aurait pour cause la mondialisation ou le progrès technique, mais à un trop faible dynamisme du côté de l'emploi.

Le contraste entre les États-Unis et l'Europe est donc là aussi avéré. D'autres grandes économies européennes y échappent-elles ? Nullement, car le faible taux de création d'emplois sur la période de 1980 à 2000 est partagé par l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie.

L'Angleterre, dont la flexibilité du marché du travail est légendaire depuis l'arrivée de Margaret Thatcher, a créé proportionnellement moins d'emplois que l'Europe et est à égalité avec la France « rigide »<sup>8</sup> ! Constatons là un véri-

7. Ehrenreich B. (2004), *L'Amérique pauvre, comment ne pas survivre en travaillant*, Grasset.

8. Sur l'ensemble des années 1980-1996 (donc avant l'arrivée de Tony Blair), la croissance de l'emploi en Angleterre est de 1,8 % contre 3 % pour la France !

table fossé entre le discours libéral et les effets réels de la « flexibilité » sur la croissance de l'emploi, mais nous aurons l'occasion d'y revenir, tant ce point est central.

Certes, le taux de chômage anglais est faible, de l'ordre de 5 % en 2000. Mais savez-vous que le nombre de personnes déclarées invalides – et donc touchant une pension d'invalidité – a été multiplié par 3 depuis l'arrivée de Margaret Thatcher et qu'il atteint alors 2,5 millions<sup>9</sup>, soit autour de 9 % de la population active. Le motif d'invalidité a été abusivement utilisé pour faire partir des salariés à la retraite anticipée ou pour éviter de faire gonfler les statistiques du chômage. C'est le principe des vases communicants : moins de chômeurs mais plus d'invalides ! Tout cela relativise considérablement la performance thatchérienne en matière de chômage.

Pour comprendre maintenant les caractéristiques majeures du chômage européen, il faut les comparer à celles du chômage américain et se pencher sur les fonctionnements du marché du travail dans les deux économies. Sur le très fluide marché américain du travail, on perd facilement son emploi<sup>10</sup>, mais on en retrouve un rapidement. Ainsi, 30 % des chômeurs américains retrouvent un emploi dans le mois qui suit, pour seulement 6 % en France. Le chômage américain résulte surtout d'une sorte de respiration naturelle de l'économie, des emplois étant supprimés dans un secteur, créés dans d'autres.

Sur le marché européen, après avoir accédé à un emploi permanent, on a de bonnes chances de le conserver. Mais

9. Putten R. (2005) « Analyse critique du modèle anglo-saxon », *Conjoncture*, octobre.

10. Pisani-Ferry J. (2000), *Plein Emploi*, Conseil d'analyse économique, La Documentation française, p. 154.

DANS LA COLLECTION « ÉCONOMIE HUMAINE »

Les Systèmes de santé

Analyse et évaluation comparée dans les grands pays industriels

*par Denis-Clair Lambert*

Les Impasses de la modernité

Critique de la marchandisation du monde

*par Christian Comeliau*

Le Commerce des promesses

Petit traité sur la finance moderne

*par Pierre-Noël Giraud*

Vers une démocratie générale

Une démocratie directe, économique, écologique et sociale

*par Takis Fotopoulos*

Éco-économie

Une autre croissance est possible, écologique et durable

*par Lester R. Brown*

Les Métamorphoses du monde

Sociologie de la mondialisation

*par Dominique Martin, Jean-Luc Metzger et Philippe Pierre*

La Chaîne invisible

Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire

*par Jean-Pierre Durand*

## L'Invention du marché

Une histoire économique de la mondialisation

*par Philippe Norel*

*avec la collab. de Claire Aslangul, Paloma Moreno,  
Carina Van Vliet et Olivier Bouba-Olga*

## La Société malade de la gestion

Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social

*par Vincent de Gaulejac*

## Les Cinq Capitalismes

Diversité des systèmes économiques et sociaux  
dans la mondialisation

*par Bruno Amable*

## La Croissance ou le Progrès ?

Croissance, décroissance, développement durable

*par Christian Comeliau*

## Les Nouvelles Géographies du capitalisme

Comprendre et maîtriser les délocalisations

*par Olivier Bouba-Olga*

## Le Nouveau Mur de l'argent

Essai sur la finance globalisée

*par François Morin*

## Le Coût de l'excellence

Nouvelle édition

*par Nicole Aubert et Vincent de Gaulejac*